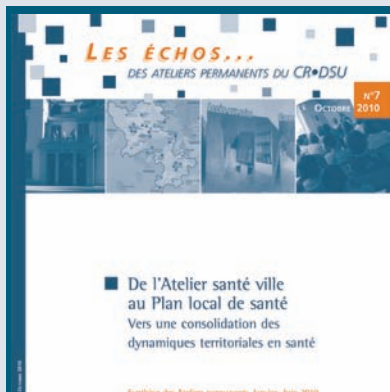
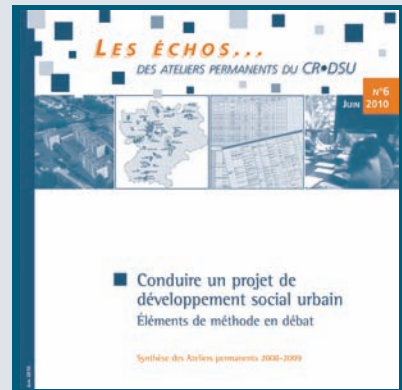
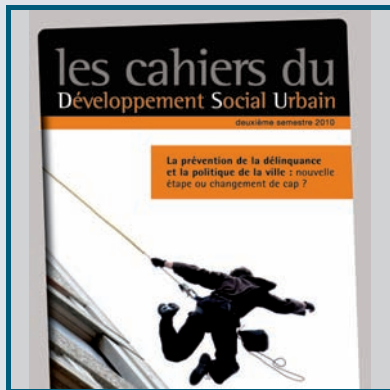


RAPPORT D'ACTIVITÉS

DU CR•DSU

2010



Sommaire

Introduction	5
1. Objectifs	
2. Analyse globale de l'année 2010	
3. Le CR•DSU en bref ... en 2010	
1/ Mise en réseau et qualification collective	9
1.1 Politiques contractuelles, politiques de cohésion sociale territoriale	
1.2 Education et jeunesse	
1.3 Prévention de la délinquance	
1.4 Santé et accès aux soins	
1.5 Lutte contre les discriminations	
1,6 Les participants aux rencontres du CR•DSU	
1.7 Projets spécifiques	
2/ Information, documentation, publications	19
2.1 Documentation	
2.2 Publications	
2.3 Site Internet	
3/ Fonctionnement des instances associatives	31
3.1 Les membres du conseil d'administration	
3.2 Activité des instances associatives	
3.3 La politique d'adhésion revisitée	
3.4 Équipe technique	
Conclusion	35
Annexes	37



■ Introduction

1. Objectifs

Le CR•DSU est un espace d'information, d'échanges et de qualification, pour les différents acteurs de la politique de la ville intervenant en Rhône-Alpes. Il accompagne les acteurs mobilisés sur les politiques publiques de réduction des inégalités sociales et territoriales dans les territoires urbains. Le CR•DSU mobilise ces acteurs (professionnels ou non) à travers des actions qui visent l'échange d'expériences, l'approfondissement des pratiques et des connaissances. Il contribue ainsi à la production d'une culture commune. Le public du CR•DSU est constitué des professionnels du développement social urbain, d'agents des collectivités locales et de l'État, d'élus, d'acteurs du champ social, de responsables associatifs, d'opérateurs et organismes d'appui, de chercheurs...

Les missions du CR•DSU sont organisées autour de quatre axes :

- Organiser les échanges d'expériences et travaux collectifs sur les savoirs et les savoir-faire et contribuer au développement des fonctionnements en réseau dans la région.
- Repérer et capitaliser des initiatives et expériences locales, dans différentes publications produites par le centre de ressources.
- Faciliter l'accès à l'information par une veille informative, la diffusion d'informations et l'accès direct aux sources et aux ressources documentaires.
- Accompagner certains territoires dans des expérimentations locales, des recherches-actions...

Différents espaces de travail collectifs permettent aux professionnels de partager leurs questionnements, leurs expériences et rechercher des réponses pertinentes pour conduire des démarches de développement social urbain. Ils permettent de construire le débat sur les différents champs liés au développement social urbain. Soutenus par des experts, ils contribuent à la qualification des professionnels et à l'adaptation de leurs interventions. Le centre de ressources facilite ainsi la mise en réseau pour une meilleure coopération et complémentarité des différentes familles d'acteurs.

Le centre de ressources apporte des informations, des références, des fiches d'expériences, des éléments de connaissance fondés sur la mémoire de la politique de la ville en Rhône-Alpes. Il est en veille permanente sur les pratiques locales et sur les questions émergentes. Le recueil et la synthèse de l'information sont au coeur de nos métiers. Les relations avec les chercheurs constituent un mode de travail privilégié.

Conformément à nos objectifs initiaux présentés dans notre programme d'action prévisionnel 2010, les actions mises en oeuvre cette année ont été structurées autour de cinq axes de travail prioritaires qui ont servi de fils conducteurs à notre action :

- Politiques contractuelles, politiques de cohésion sociale territoriale
- Éducation et jeunesse
- Prévention de la délinquance
- Santé et accès aux soins
- Lutte contre les discriminations

Ces orientations reprennent pour partie des thèmes déjà prioritaires en 2009, dans une volonté de continuité de l'action. Rappelons enfin que ces orientations ont été validées par le conseil d'administration du CR•DSU.

2. Analyse globale de l'année 2010

Rappelons que l'année 2010 a démarré sur fond d'inquiétudes financières (exercice 2009 déficitaire et baisse de subventions annoncée). Même s'il peut sembler trivial de commencer par cela, force est de reconnaître que 2010 aura été placée sous le signe des économies. La voilure a été réduite : deux départs en cours d'année (un définitif, un provisoire dans le cadre d'un congé maternité) n'ont pas été remplacés. D'où une diminution provisoire du volume d'activités par rapport à 2009. Pendant une moitié de l'année, l'équipe technique a été composée de seulement 5 personnes, soit 4 Équivalents temps plein.

Malgré tout, nous avons tenté de tenir tous les bouts. Nous sommes partis dans deux directions qui peuvent sembler contradictoires : le recentrage et l'ouverture.

Nous avons porté un effort particulier sur des travaux "internes" visant à adapter notre organisation et nos outils. Des travaux "peu visibles" mais nécessaires ont été conduits : la remise à plat de notre base de données, laquelle porte sur plus de 5000 contacts (!!). Ou encore, sous l'impulsion du conseil d'administration, la redéfinition de notre politique d'adhésion, pour penser plus étroitement les liens entre les services rendus et les adhérents. Et "cela a payé" puisque 2010 a été marquée par l'arrivée de nouveaux adhérents. Enfin, le lourd chantier de refonte des *Cahiers du DSU* a abouti. La "nouvelle formule" des *cahiers du Développement Social Urbain*, qui a porté sur la prévention de la délinquance, a été saluée tant pour sa forme que pour le fond. Le retour, par les acteurs de terrain, sur les événements de la Villeneuve de l'été 2010 moins de six mois après les événements a été apprécié.

Nous avons fait en partie peau neuve, en quelque sorte... dans l'idée d'aborder correctement la nouvelle période qui s'ouvre.

Parallèlement, les travaux conduits dans le cadre de l'animation professionnelle ont porté sur les questions sociales : la santé, les politiques éducatives, axe structurant pour le CR•DSU depuis plusieurs années, la prévention de la délinquance. Nous y reviendrons plus en détail.

Enfin, il y a ce qui ne peut être décrit aisément dans un rapport d'activité : les échanges permanents avec les professionnels et acteurs de terrain, qui ont vécu l'année 2010 dans une sorte de perplexité désabusée... attendant, à force d'annonces et contre-annonces, la réforme de la politique de la ville qui n'arriva pas.

Le CR•DSU a souhaité également une ouverture. L'année dernière, nous avons déjà pointé le risque d'une segmentation trop forte de la politique de la ville autour d'entrées thématiques et par trop sectorielles. Ouverture sur les enjeux européens, avec l'animation du réseau des agglomérations rhônalpines bénéficiant de crédits européens pour conduire des projets urbains intégrés. La conduite de ces projets exige de comprendre un nouveau type d'organisation et les professionnels sont en demande d'appui et de mutualisation. Ouverture sur les enjeux de cohésion sociale et développement durable, également.

Le CR•DSU, avec le soutien du conseil d'administration, a redéfini sa feuille de route pour les trois années à venir. Cette volonté d'ouverture y est inscrite, puisque nos travaux s'organiseront autour de quatre enjeux :

- la veille prospective sur les territoires, et en particulier sur les villes et agglomérations petites et moyennes
- les politiques éducatives et de jeunesse
- le développement durable et la politique de la ville
- les politiques européennes des villes et la cohésion sociale

Cette feuille de route a été présentée aux principaux partenaires début 2011. Nous y voyons des chantiers qui pourront être abordés par-delà les réformes institutionnelles actuelles ou à venir.

3. Le CR•DSU en bref... en 2010

	Activités réalisées	
Journées d'échanges d'expériences, cycles ou ateliers	• Conférence "Les enjeux d'une politique pour la ville"	70
	• Animation du réseau régional des 7 agglomérations en PUI (7 séances)	71
	• Journées de qualification "Soutien à la parentalité : points de repères et expériences en Rhône-Alpes" (2 journées)	193
	• Journée régionale "Prévention de la délinquance en Rhône-Alpes. Au-delà des dispositifs, quelle intelligence locale pour un travail en réseau des professionnels ?"	95
	• Animation du réseau des coordonnateurs des Ateliers santé ville (2 séances)	34
	• Atelier permanent d'échanges : "Plan local de santé/contrat local de santé, comment contribuer à leur élaboration à partir de la démarche Atelier santé ville ?" (5 séances)	136
	Total participants journées 2010	599
Projets spécifiques	• Animation inter régionale des PUI (2 séances)	166
	• Intervention auprès des étudiants du Master Sociologie appliquée au développement local, Université Lyon 2	21
	• Intervention sur l'observation participative auprès de stagiaires de l'EHESP	15
	• Intervention auprès des étudiants du Master COPTER, IEP de Lyon	12
	• Intervention auprès des étudiants du Master Villes, société et territoires , IEP de Grenoble	25
	Total participants projets spécifiques	239
Diffusion publications	• Service Info/Doc	124 demandes traitées
	• Site internet www.crdsu.org	147 039 visites en 2010 12 250 par mois
	• La newsletter du site	982 abonnés
	<i>Les cahiers du Développement Social Urbain</i>	Tirages :
	• n°52 « La prévention de la délinquance et la politique de la ville : nouvelle étape ou changement de cap ?»	850 ex
	<i>Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU</i>	
• n°6 « Conduire un projet de développement social urbain. Éléments de méthode en débat»	N° 6 : 1 000 ex	
• n°7 « De l'Atelier santé ville au Plan local de santé. Vers une consolidation des dynamiques territoriales en santé»	N° 7 : 1 000 ex	
Sites & Cités	6 numéros / an	
Nouveautés de la doc	10 numéros / an	

■ Mise en réseau et qualification collective

1.1 Politiques contractuelles, politique de cohésion sociale territoriale

Durant l'année 2010, qui a constitué une année de transition au niveau de la politique de la ville, nous avons porté nos efforts sur la diffusion de l'information sur les évolutions en cours et les arbitrages nationaux. Nous avons également ouvert un nouveau chantier, celui des projets européens en matière de cohésion sociale.

■ Conférence "Les enjeux d'une politique pour la ville"



Le 6 avril 2010, à l'Espace Sarrazin à Lyon 8ème, 70 participants

À l'issue de l'assemblée générale du CR•DSU, nous avons organisé une conférence avec Jacques Donzelot (sociologue, maître de conférences en science politique à l'université de Paris X Nanterre) sur la politique de la ville analysée du point de vue de la citoyenneté urbaine.

J. Donzelot distingue deux voies de la citoyenneté urbaine : celle de la responsabilisation des individus par rapport au collectif et celle de *l'empowerment* ou *capability*, sorte de mixte entre capacité et liberté que l'on peut traduire imparfaitement par "capacitation", c'est-à-dire "capacité de pouvoir". La voie de la responsabilisation consiste à faire jouer l'intérêt de l'individu pour influencer sur le collectif. Le conférencier explique, en prenant appui sur des exemples britanniques, comment un tel système qui ressort d'une logique purement libérale est difficilement applicable en France pour des raisons culturelles. Il présente alors l'alternative de la "capacitation" qui consiste à prendre appui sur la communauté pour élever la capacité des individus, en illustrant son propos par des exemples nord-américains, notamment le modèle des *community development corporations*, nées dans les années 1960 en réaction à la politique de rénovation urbaine des centres villes. Si pour J. Donzelot, restaurer le "pouvoir d'agir" des habitants devenait une priorité pour la politique de la ville en France, les moyens pour y parvenir passeraient entre autre par une relégitimation des services publics auprès des habitants et un équilibre entre la confiance mutuelle entre les gens et le consentement de l'ordre public. Enfin, le *new localism* ou l'art de gouverner par le local serait également une voie à explorer ; les termes de l'équation suivante restant toutefois à résoudre : comment gouverner par le local en s'appuyant sur la capacitation tout en recherchant les moyens de faire société ?

■ Animation du réseau régional des 7 agglomérations en Projet Urbain Intégré

Sept agglomérations et communes bénéficient de crédits européens pour soutenir leurs projets de développement social urbain dans les quartiers, via les Projets urbains intégrés : Saint-Étienne Métropole, Aix-les-Bains, La Métro (agglomération grenobloise), le Grand Lyon, le Pays Viennois, Annemasse aggro, Chambéry Métropole. Le projet d'animation régionale des PUI a débuté fin 2009 et s'est déroulé sur l'année 2010 dans son entier. Il porte principalement sur l'organisation de séances de travail régulières entre les sites. L'objectif était, par une mise en réseau des sept territoires de Rhône-Alpes ayant un Projet urbain intégré, de renforcer les conditions pouvant favoriser une meilleure mise en oeuvre des projets.

Le travail a porté sur plusieurs volets :

- la mise en réseau des agglomérations / communes concernées au niveau régional ;
- la conduite d'une veille informative en continu sur l'actualité et la réglementation européenne liée à la gestion des fonds structurels ;
- la création et l'alimentation d'une page Internet dédiée aux agglomérations en PUI (google site) ;
- le renforcement de l'organisation du dialogue avec les autorités de gestion.

Des journées de travail régulières ont eu lieu avec les chefs de file et quelques-uns de leurs collaborateurs, à raison d'une tous les deux mois environ.

Lyon, le 2 février 2010,
21 participants
Lyon, le 15 avril 2010,
6 participants
Chambéry, le 28 mai 2010,
5 participants
Grenoble, le 20 juillet 2010,
11 participants
Lyon, le 2 septembre 2010,
10 participants
Saint-Étienne, le 4 novembre 2010,
10 participants
Annemasse, le 21 décembre 2010,
8 participants

1.2 Éducation et jeunesse

Cet axe de travail est très structurant pour le CR•DSU depuis plusieurs années. Il s'organise autour de différents travaux conduits autour d'un questionnement : Quel accompagnement social et éducatif proposer aux enfants et aux jeunes les plus en difficultés pour enrayer les processus de décrochage ?

Pour 2010, et comme à l'accoutumée, les travaux ont alterné entre apports de connaissances, mises au point théoriques, mais aussi échanges de pratiques et débats entre les professionnels qui interviennent dans les champs de l'éducation, la protection de l'enfance ou la jeunesse, avec un accent mis cette année sur les actions de soutien à la parentalité.

■ Journées de qualification “Soutien à la parentalité : points de repères et expériences en Rhône-Alpes”

La thématique du “soutien à la parentalité” émerge très fortement dans les territoires, faisant écho à une attention accrue portée à cet objectif par les institutions. De leur côté, les professionnels cherchent à mieux appréhender la réalité des actions conduites localement et les innovations qui pourraient être initiées dans ce champ par la politique de la ville. Polysémique, politique, supposant une remise en question des pratiques professionnelles dans le cadre de la relation aux parents, la notion de soutien à la parentalité n'est pas facile à aborder. De plus, elle suppose de la part des acteurs de la politique de la ville une connaissance des actions –souvent nombreuses et éparées– menées sur leurs territoires respectifs et l'impulsion de projets visant à proposer d'autres modes pour penser et mener des actions en ce domaine.

Les deux journées de qualification ont alterné apports théoriques (interventions des spécialistes Jacqueline Costa-Lascoux, Jean-Marc Berthet, Frédéric Jésus) et échanges d'expériences (ateliers d'échanges sur les relations entre les familles et les professionnels). La seconde journée, en novembre, fut organisée en partenariat avec le Crefe de l'Isère qui travaille, notamment dans le cadre du PRE, sur cette question depuis plusieurs années.

Ces journées ont réuni des coordonnateurs et référents PRE, des salariés de structures associatives, des chefs de service petite enfance/jeunesse, des coordonnateurs Ateliers santé ville et des coordonnateurs prévention-sécurité ainsi que des représentants des institutions et de l'État et des élus.

Une synthèse de chacune des journées est disponible sur le site Internet du CR•DSU dans la rubrique “ Rencontres du CR•DSU ”.

Le 29 juin 2010, au Centre International de Séjour de Lyon, Lyon 8ème, 82 participants

Le 23 novembre 2010, au centre Simone Signoret, Villefontaine, Isère, 111 participants



■ Note d'opportunité portant sur la constitution d'un réseau d'échanges départemental autour du Programme de réussite éducative dans la Loire

Suite à deux rencontres organisées par la Direction départementale de la cohésion sociale de la Loire réunissant l'Éducation nationale, Saint-Étienne Métropole, les délégués du préfet, la CAF et les coordonnateurs PRE du département, le groupe ainsi constitué a souhaité confier au CR•DSU la réalisation d'entretiens avec les coordonnateurs des quatre PRE du département afin de vérifier l'opportunité de mettre en oeuvre un réseau d'échanges départemental autour du Programme de réussite éducative. Le CR•DSU a réalisé une note d'opportunité bâtie à partir d'entretiens téléphoniques conduits auprès des coordonnateurs PRE de la Loire.

1.3 Prévention de la délinquance

Le cadre de travail des acteurs de la prévention de la délinquance a fortement évolué, avec les lois de 2007, plaçant les communes, et en particulier les maires, à l'épicentre de cette problématique. Ce nouvel axe de travail s'est appuyé sur des échanges avec des coordonnateurs des Contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance qui a abouti à l'organisation d'une journée régionale puis une capitalisation dans une publication thématique.

Le 1er avril 2010, à Givors, 95 participants

■ Journée régionale "Prévention de la délinquance en Rhône-Alpes. Au-delà des dispositifs, quelle intelligence locale pour un travail en réseau des professionnels ?"

Longtemps au centre de controverses, la prévention de la délinquance s'est peu à peu imposée comme un volet à part entière des politiques publiques. Espace souvent mal défini, transversal aux différents champs de l'action publique, où se croisent de nombreux acteurs venus d'horizons et de cultures différents, la prévention de la délinquance demeure un domaine complexe et méconnu que cette journée régionale avait pour ambition de mieux connaître. Après une séance introductive de cadrage par Gilbert Berlioz, trois tables rondes se sont succédées au cours desquelles les échanges d'expériences et de pratiques ont été privilégiés. Cette journée de travail a permis une réflexion commune et une vision "panoramique" de la prévention de la délinquance en Rhône-Alpes. Les professionnels et les élus présents lors de cette journée ont notamment pointé l'importance d'interroger les moyens de la mise en oeuvre, du pilotage et de la coordination des politiques de prévention.



1.4 Santé et accès aux soins

Les politiques publiques de santé sont en forte évolution : mise en place des Agences régionales de santé dans le cadre de la réforme de l'État, élaboration des Contrats locaux de santé publique. Les professionnels de la politique de la ville, et au premier chef ceux en charge des Ateliers santé ville (une trentaine en Rhône-Alpes), font état d'un besoin de soutien pour comprendre ces nouveaux cadres de travail et se les approprier. C'est avec cet objectif que les travaux de l'année 2010 ont été conduits.

■ Animation du réseau des coordonnateurs des Ateliers santé ville

Les coordonnateurs des ASV (et les chargés de mission santé) se réunissent environ tous les 2 mois depuis 2007.

Ces rencontres visent l'information autour des actualités nationales et locales, l'échange d'expériences et offrent un espace de travail et de concertation entre ces professionnels. Au 1er semestre 2010, les rencontres du collectif santé se sont transformées en un atelier d'échanges autour de l'élaboration des Plans locaux de santé (voir plus bas), ce qui explique la diminution du nombre de rencontres. Élément à signaler, le réseau des coordonnateurs ASV a cette année signé un article sur le rôle des ASV dans le rapport annuel de la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE).

■ Atelier permanent d'échanges : Plan local de santé/Contrat local de santé, comment contribuer à leur élaboration à partir de la démarche Atelier santé ville ?

Dans un paysage en matière de santé renouvelé par les récentes modifications réglementaires, les techniciens des collectivités engagées dans des dynamiques locales en santé (au premier rang desquels se trouvent les coordonnateurs des Ateliers santé ville) s'interrogent sur la mise en place des Contrats locaux de santé, nouvel objet de santé publique. Considérant les Plans locaux de santé comme préalables à la contractualisation, le CR•DSU en partenariat

Le 14 janvier 2010, à la Ville de Villeurbanne, 22 participants

Le 19 octobre 2010, à la Ville de Rillieux-la-Pape, 12 participants

Atelier 1 : le 4 mars 2010, à la Communauté d'agglomération du Pays Viennois, 23 participants

avec la Fédération Rhône-Alpes d'éducation pour la santé (FRAES) a souhaité proposer à ces professionnels un atelier d'échanges portant sur l'élaboration des plans locaux de santé. L'objectif des cinq séances de travail qui se sont déroulées entre mars et juin 2010 a donc été de repérer les marges de progrès de la démarche Atelier santé ville afin de la consolider via un projet de santé redéfini sur le territoire.

Les ateliers ont été accompagnés par Chantal Mannoni, médecin de santé publique.

Cet atelier a fait l'objet d'une capitalisation dans un numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* paru en octobre 2010.

Atelier 2 : le 6 avril 2010,
à la Ville d'Échirolles,
26 participants
Atelier 3 : le 6 mai 2010,
à la FRAES, Lyon 1er,
25 participants
Atelier 4 : le 3 juin 2010,
au CR•DSU, Lyon 8ème,
21 participants
Atelier 5 : le 28 juin 2010,
au CR•DSU, Lyon 8ème,
41 participants

1.5 Lutte contre les discriminations

Après plusieurs années d'intense activité sur le thème de la lutte contre les discriminations, le CR•DSU a continué en 2010 à suivre les démarches territoriales de prévention et lutte contre les discriminations et a engagé un travail de veille sur le thème de la lutte contre les discriminations en matière de santé et d'accès aux soins.

■ Capitalisation : État des lieux des actions territorialisées de lutte contre les discriminations

Fin 2009, afin d'envisager comment poursuivre au mieux son action en ce domaine, le CR•DSU a mené une série d'entretiens auprès de chargés de mission Lutte contre les discriminations dans les collectivités. Il s'est agi de recueillir des éléments de connaissance actualisés sur l'organisation politique et fonctionnelle et l'action entreprise localement, d'apprécier l'avancement des territoires en la matière, d'identifier la permanence ou la survenue de nouveaux blocages ou encore leur dépassement, de capitaliser les actions remarquables développées récemment, et d'actualiser l'appréciation des besoins d'accompagnement des chargés de mission.

Une note de veille a été produite en février 2010 permettant de mieux comprendre les conditions d'avancement et les blocages rencontrés par les professionnels de terrain dans la mise en oeuvre de telles actions

■ “Santé, territoires et précarité” : un travail partenarial mené par la MRIE, la FRAES et le CR•DSU

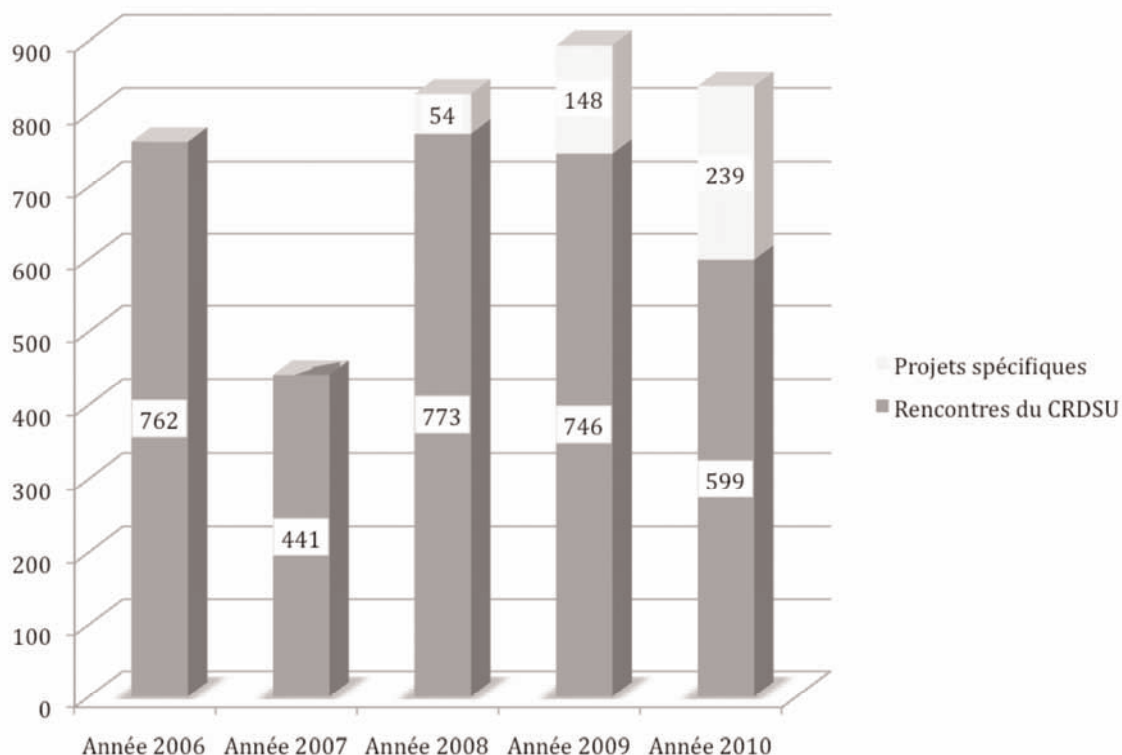
Dans le cadre du schéma régional d'éducation pour la santé (SREPS 5), la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE), la Fédération Rhône-Alpes d'éducation pour la santé (FRAES) et le CR•DSU ont mené conjointement une action sur le thème “Santé, territoires et précarité”. Au regard de leurs thématiques respectives de travail, les trois pôles ressources régionaux ont choisi de croiser leurs approches sur les questions d'accessibilité à la santé. Dans ce cadre, le CR•DSU a choisi de traiter la thématique sous l'angle de la lutte contre les discriminations en matière de santé. Il ne s'agit pas de produire des éléments de connaissance sur ces discriminations mais plutôt de comprendre comment se réfléchit la question de la lutte contre les discriminations dans l'accès aux soins chez les acteurs de la politique de la ville en Rhône-Alpes.

■ Contributions diverses du CR•DSU au titre de la LCD

Le CR•DSU participe régulièrement aux rencontres du chantier “lutte contre les discriminations” de l'Association régionale des professionnels du DSU en Rhône-Alpes ; ce qui permet de poursuivre le travail de veille et de capitalisation en lien direct avec les acteurs de terrain. À la demande de l'Acse, plusieurs centres de ressources, dont le CR•DSU, ont assuré l'animation des tables rondes du séminaire national des plans territoriaux de lutte contre les discriminations, organisé le 4 juin 2010 à Grenoble.

Le CR•DSU a été invité en octobre 2010 à participer à un groupe de travail initié par la COPEC de la Loire sur les questions de discriminations dans le champ de la santé. Ce travail se poursuit en 2011.

1.6 Les participants aux rencontres du CR•DSU et groupes de travail en 2010 : 838 personnes



Évolution du nombre de participants aux journées du CR•DSU entre 2006 et 2010

On observe une baisse du nombre de participants aux journées organisées par le CR•DSU, avec un chiffre de 599 personnes pour 2010, qui s'explique par une légère réduction de l'activité au cours du dernier trimestre de l'année en raison d'une diminution de l'effectif salarié. Cependant, à ce chiffre, il convient d'ajouter le nombre de participants à des projets spécifiques organisés en partenariat avec d'autres organismes (ex : séminaire INRP, projet PUI'20) ou à la demande d'autres structures (principalement des interventions pour des publics étudiants ou stagiaires de la formation continue) soit un total de 239 personnes supplémentaires. Ainsi, au total pour l'année 2010, 838 personnes ont été en contact avec le CR•DSU, par le biais d'interventions, journées, formations, cycles, etc...

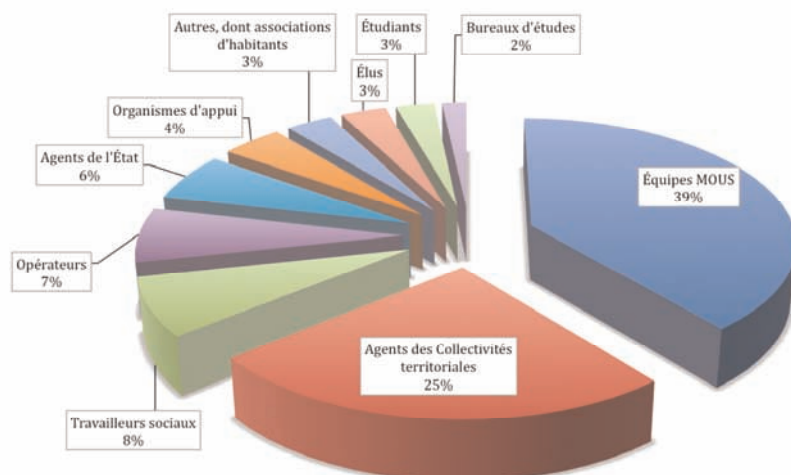
■ Origine professionnelle

Plus des 2/3 des participants viennent du milieu professionnel des collectivités locales (70,3%). Les équipes Mous et les agents de l'État représentent 39,1% et 6,2 % des participants (part quasi identique à celle de 2009). La part des agents des collectivités locales autres que professionnels du DSU a augmenté cette année.

À noter également :

- la participation des élus à la baisse : 3,2% (2006 : 1,8% ; 2007 : 1,4% ; 2008 : 3,9% ; 2009 : 6,7%) ;
- la participation des opérateurs, en baisse pour la 2e année consécutive, à 7% (5,1% en 2006 ; 12,5% en 2007 ; 17,9% en 2008 ; 11,7% en 2009) ;
- les professionnels intervenant en appui ou conseil (bureaux d'études, universitaires, organismes de formation, organismes d'appui) constituent ensemble 6% des participants.

NB : Évolution détaillée de la fréquentation en annexe



Activité professionnelle des participants aux journées du CR•DSU en 2010

Origine géographique

En 2010, les Rhodaniens représentent toujours une part importante (37,7%) du public de nos journées (37,5 % en 2009).

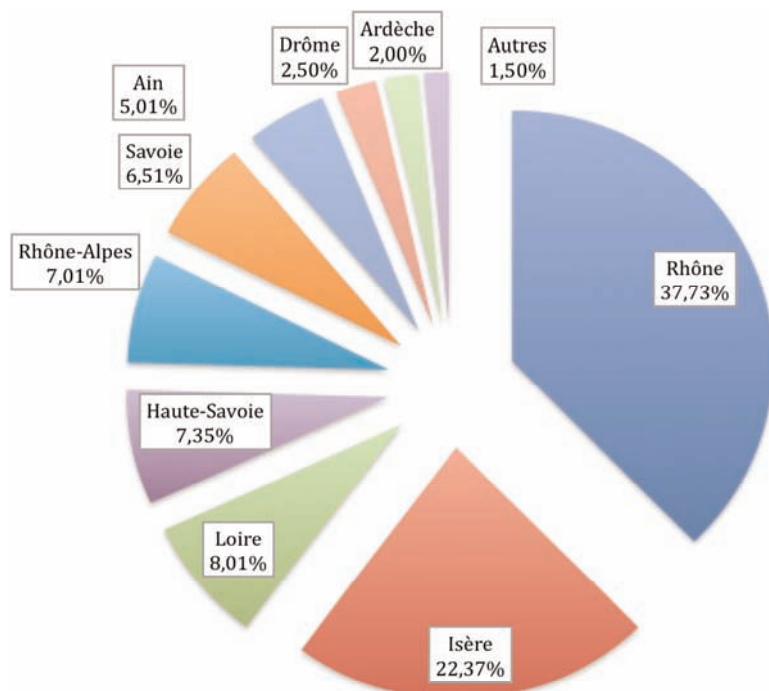
La part des Isérois est en augmentation depuis deux ans : 22,4% des participants en 2010 (11,3% en 2008 ; 17,7% en 2009).

Les Ligériens et les acteurs de l'Ain et de la Loire représentent chacun entre 5% et 8% du public de nos journées en 2010.

Depuis 2009, on peut noter la présence significative des professionnels des deux Savoies (6,5% en 2010 pour la Savoie et 7,3% en 2010 pour la Haute-Savoie).

Les départements du sud de Rhône-Alpes sont pour leur part faiblement représentés.

Les professionnels travaillant pour des organismes à dimension régionale représentent 7% du public de nos journées.



Origine géographique des participants aux journées du CR•DSU en 2010

1.7 Projets spécifiques

Comme chaque année, le CR•DSU participe à des projets ou des démarches portés par d'autres structures, soit en co-pilotage (notamment avec d'autres centres de ressources politique de la ville), soit en partenariat (ex : Cosra, INRP, MRE) et intervient à la demande d'universités ou d'organismes de formation pour des interventions liées à divers aspects de la politique de la ville auprès d'un public étudiants ou de professionnels en formation continue.

Les 3 et 4 juin 2010,
Montpellier, 76 participants

Animation inter-régionale des Projets urbains intégrés

Les 20 et 21 octobre 2010,
Bordeaux, 90 participants

Le CR•DSU est partie prenante de la démarche PUI'20. Ce réseau propose des échanges d'expériences entre PUI sur quatre régions (Aquitaine, Languedoc Roussillon, PACA, Rhône-Alpes). Il prend appui sur le pilotage conjoint des trois centres de ressources politique de la ville et du Sgar de Languedoc Roussillon.

Deux rencontres d'échanges ont été organisées : l'une à Montpellier, en juin 2010, l'autre à Bordeaux, en octobre 2010. Elles ont porté sur les questions du développement économique et du développement durable. Une lettre d'information "PUI'20 Flash" a été mise en place, pour restituer les échanges et être un outil de liens entre la vingtaine de collectivités concernées par ce programme européen.

Le CR•DSU est membre du comité de pilotage de la Mission Europe Urbain, mise en place début 2010. Il participe également aux groupes de travail techniques et assure le lien en continu avec les sites rhônalpins.



Mercredi 26 mai 2010,
Lyon 5ème, 15 participants

Intervention sur l'observation participative auprès de stagiaires de l'EHESP

Dans le cadre d'une formation de l'École des hautes études en santé publique sur le thème "L'observation partagée : pour une vigilance stratégique dans le secteur sanitaire et social", le CR•DSU et Robins des Villes ont fait une intervention à deux voix le 26 mai 2010 sur l'observation participative dans le cadre de la politique de la ville auprès de cadres en santé publique.

Vendredi 15 octobre 2010
au CR•DSU, Lyon 8ème,
20 participants

Intervention auprès d'étudiants du master SADL (sociologie appliquée au développement local)

Dans le cadre d'une semaine consacrée à la politique de la ville pour le Master "sociologie appliquée au développement local", le CR•DSU a pris en charge l'organisation d'une journée. Le CR•DSU a accueilli les étudiants dans ses locaux toute une matinée. Outre une présentation des missions du CR•DSU, l'objectif fut de leur apporter des points de repères sur la politique de la ville en Rhône-Alpes, ainsi qu'un panorama des principaux métiers du développement social urbain. L'après-midi, le CR•DSU a organisé une rencontre avec l'équipe Mous de Bron Terraillon, dans l'objectif d'illustrer la présentation faite en matinée et de permettre aux étudiants d'échanger avec des professionnels.

Lundi 22 novembre 2010, Saint
Martin d'Hères, 25 participants

Intervention auprès d'étudiants du master VTS

Dans le cadre du Master VTS "Ville, territoire et solidarité" de l'IEP de Grenoble, le CR•DSU est intervenu une demi-journée dans un séminaire de trois jours sur la politique de la ville. L'objectif était d'apporter une vision régionale sur la politique de la ville, en complément d'interventions présentant des démarches et projets plus "locaux".

Intervention auprès d'étudiants du master COPTER

Le Master de l'IEP de Lyon, "Conduite de Projets et Développement Durable des Territoires" (COPTER) s'est mis en place en 2010. Le CR•DSU est intervenu auprès de la première promotion sur la situation de la politique de la ville et du développement soutenable dans la région Rhône-Alpes.

Mercredi 24 novembre 2010,
Lyon, 12 participants

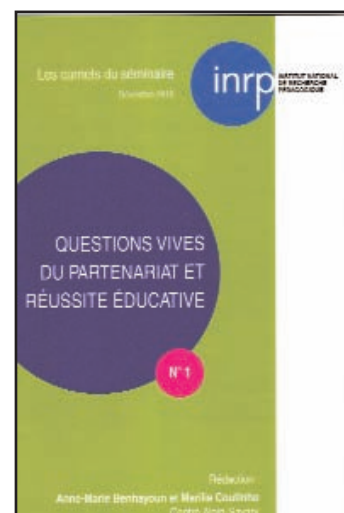
Club de l'observation sociale en Rhône-Alpes

En 2009, le CR•DSU a participé, dans le cadre d'un chantier du Cosra, à la production d'une étude sur l'observation participative, c'est-à-dire les démarches d'observation ayant pris en compte le point de vue d'habitants, usagers, bénéficiaires de projets ou d'actions. Une restitution de cette étude a été organisée le 29 janvier 2010, en présence de Michel Parodi, directeur de la DRJSCS.

Pour l'année 2010, le CR•DSU a participé au groupe de travail "Jeunes et accès aux droits" qui vise à apporter des éléments de connaissance et de réflexion sur trois questions : la catégorisation des jeunes, les dispositifs publics d'insertion et les situations de blocage à l'accès aux droits. Ce chantier se poursuit au premier trimestre 2011 et donnera lieu à un écrit.

Séminaire de l'INRP sur la réussite éducative

L'Institut national de la recherche pédagogique a organisé en 2010 un séminaire sur le thème "Questions vives du partenariat et réussite éducative". Le CR•DSU a été sollicité pour participer au comité de suivi de ce séminaire qui s'est déroulé sur trois séances sur l'année 2010, et a regroupé des personnels de l'Éducation nationale et des professionnels des collectivités locales et des institutions impliquées dans les PRE. Les objectifs de ce séminaire sont d'approfondir les savoirs et les compétences professionnelles, questionner les modalités possibles de partenariat et produire une synthèse finale.



Chantier de la MRIE sur la parentalité

Le CR•DSU est associé à un chantier régional de la MRIE sur le thème "En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir", mené en lien avec une expérimentation nationale animée par ATD Quart-Monde et l'Inter Réseau DSU. En Rhône-Alpes, trois sites se sont engagés dans ce chantier (Bellegarde sur Valserine, Grenoble et Pierre Bénite), la MRIE assurant la coordination et l'animation de la réflexion régionale, avec l'apport de ressources extérieures telles que le CR•DSU.

Réseau des centres de ressources politique de la ville

Les directeurs des centres de ressources politique de la ville se réunissent régulièrement pour échanger sur les questions d'actualité de la politique de la ville et partager sur leurs activités, selon le principe d'un accueil en alternance, par l'un d'entre eux. En 2010, les travaux ont croisé des réflexions thématiques (développement durable, soutien à la vie associative et aux acteurs de proximité, prévention de la délinquance notamment) et des travaux liés aux métiers, aux postures, aux réflexions prospectives.

Dans un contexte fortement évolutif, les échanges autour de l'actualité nationale ont constitué une place importante dans les travaux de cette année. Un travail spécifique a accompagné l'élaboration progressive d'un nouveau cadre de référence national, lequel précise le cadre partenarial entre l'État et les centres de ressources.



Information, documentation, publications

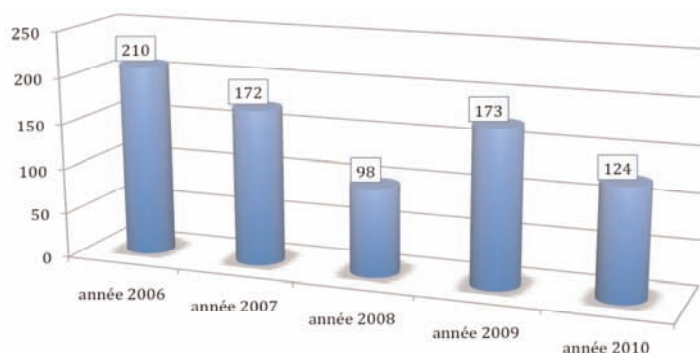
2.1 Documentation

Outre les démarches et réflexions collectives, le CR•DSU est également présent en réponse ou accompagnement dans le cadre de demandes plus individualisées, prenant notamment appui sur le service documentation.

Le service Info/Doc, service de questions/réponses sur mesure, gratuit, accessible à distance et sur rendez-vous offre un premier niveau de réponse à des demandes ponctuelles. Il repose sur la gestion de ressources en information et documentation importantes constituées de sources externes et des propres productions du CR•DSU. En fonction de la nature de la demande, le service offert prend différentes formes : conseil, prestation documentaire, information.

Ce service existe depuis les débuts de l'association. Nous vous présentons ci-après les types de demandes reçues cette année ainsi que le profil des utilisateurs de ce service.

■ Un nombre de sollicitations du service Info/Doc encore important cette année



Évolution de nombre de demandes Info/Doc entre 2006 et 2010

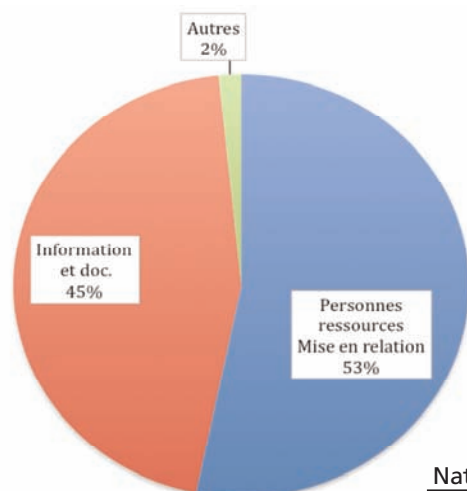
Le service Info/Doc du CR•DSU (documentaliste et chargés de mission) a traité 124 demandes au cours de l'année 2010, soit une dizaine de demandes mensuelles : 75 demandes ont été traitées par la documentaliste et 49 demandes par le reste de l'équipe.

Les utilisateurs du service Info/Doc, pour la plupart, utilisent le site Internet dans un premier temps, puis consultent la documentaliste pour approfondir leur recherche.

Les acteurs ayant participé à des rencontres thématiques organisées par le CR•DSU contact plus facilement le chargé de mission en charge de la thématique traitée.

■ Nature des demandes

- Les demandes d'information et documentation : 45,2 % de l'ensemble
- Les demandes générales sur une thématique représentent 34,6 % des demandes d'information documentation
Il s'agit d'informations générales sur une thématique, historique, articles de presse, actualités, politique menée sur un territoire, information sur un territoire...
- Recherche d'expériences : 9 demandes en 2010.
On remarque une baisse constante des demandes d'expériences depuis 2007 (30 en 2006). La multiplication des mises en ligne de bases d'expériences (CR•DSU, SG CIV, EUKN, autres centres de ressources politique de la ville), le service "SVP ressources" de l'IRDSU peuvent être des explications à ce phénomène.
- Les recherches d'informations sur les territoires en contrats urbains de cohésion sociale (données chiffrées, documents contractuels) sont toujours présents avec 7,2 % des requêtes.



Nature des demandes Info/Doc en 2010

- Les demandes de consultations de documents précis (6,5%) déclenchées pour certains par la lecture de bibliographies sont toujours assez importantes. Ces demandes font pour partie suite à des journées organisées par le CR•DSU et aux dossiers du participant distribués ou aux documents cités, et à la réception des produits documentaires du CR•DSU comme Sites & Cités, Les Nouveautés de la doc, aux dossiers thématiques sur le site Internet, mais aussi à des recherches sur Internet.

••• Les demandes de mise en relation sont en forte augmentation depuis 2008. Elles constituent 53,2% de l'ensemble

- Recherche d'intervenants ou d'experts, sur des thèmes précis. Un service d'appui au montage peut être parfois nécessaire (aide à la formalisation de la problématique et des objectifs). La connaissance du réseau d'acteurs par le CR•DSU est alors mobilisée (réponse directe ou recherche auprès d'autres structures si nécessaire).

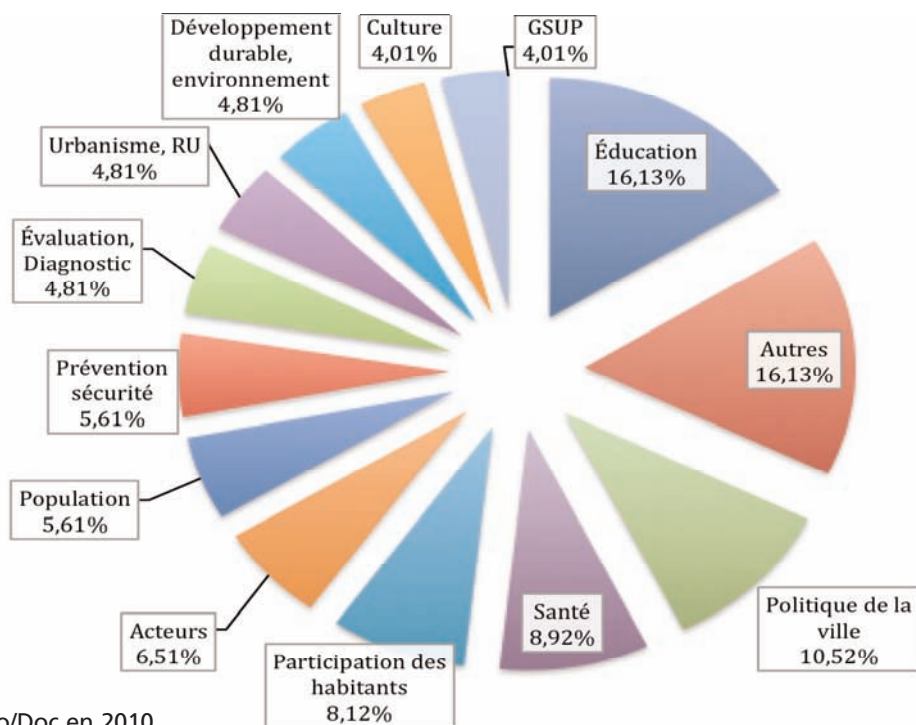
- Appui à la prise de poste. Les nouveaux professionnels (chefs de projet, agents de développement, chargés de mission thématique...) se tournent assez spontanément vers le CR•DSU pour disposer de documents de base sur leurs thématiques de travail et pour avoir accès à un réseau pouvant les aider dans le démarrage de leur mission. Ces rencontres sont aussi l'occasion de présenter le centre de ressources, ses services et ses principes de fonctionnement (échanges, participation volontaire...).

- Mise en relation avec des pairs pour échanger sur leurs pratiques. Les professionnels des équipes Mous cherchent à échanger de vive voix avec d'autres professionnels du DSU qui ont mis en place un projet similaire au leur.

- À noter les demandes de coordonnées ou de listes ciblées : 12% des demandes. Émanant surtout des bureaux d'études ou des professionnels des équipes Mous et destinées à l'envoi de publipostage, à la réalisation d'enquêtes, d'évaluations ou de diagnostics, ce service est uniquement rendu aux partenaires institutionnels du CR•DSU, ou est examiné au cas par cas.

Le manque de temps se fait sentir chez les professionnels. Quasiment toutes les demandes de consultation d'ouvrages "de réflexion" émanent d'étudiants ou de chercheurs d'emploi. Les professionnels recherchent des informations précises : chiffres, cartes, expériences, méthodologie, mise en relation avec des pairs, listes de bureaux d'études, exemple de documents contractuels, informations précises en rapport avec un projet qu'ils mettent en place.

Thèmes des demandes



Thèmes des demandes Info/Doc en 2010

La politique de la ville -en région Rhône-Alpes notamment- et la connaissance des systèmes d'acteurs restent toujours les thèmes principaux des demandes : 17%.

Une autre thématique a fait l'objet de nombreuses demandes cette année : l'éducation (16,1%).

Le programme de travail de l'année et l'actualité influent nettement sur les demandes faites au service Info/Doc :

- la santé représente 8,9% des demandes
- la participation des habitants est un thème qui intéresse toujours notre public avec 8,1 % des demandes
- les populations, notamment les jeunes: 5,6 %
- la prévention de la délinquance : 5,6%

Les autres thèmes représentent moins de 5% des demandes : l'évaluation , le diagnostic, l'urbanisme, le renouvellement urbain, le développement durable, la culture, la gestion urbaine et sociale de proximité, l'habitat. Viennent ensuite, dans une moindre mesure, les questions relatives aux discriminations, au développement économique, à l'insertion, aux services publics, à la formation et à l'action sociale.

Type de traitement des demandes

La majorité des demandes sont traitées à distance, soit par téléphone, soit par mél : 82,2%. Seules 22 personnes se sont déplacées jusqu'au CR•DSU.

62,9% des demandes sont traitées de façon immédiate, en mobilisant essentiellement les ressources internes au CR•DSU (mise en relation, mise à disposition d'informations ponctuelles, d'offres d'emploi ou de documentation existantes dans le fonds).

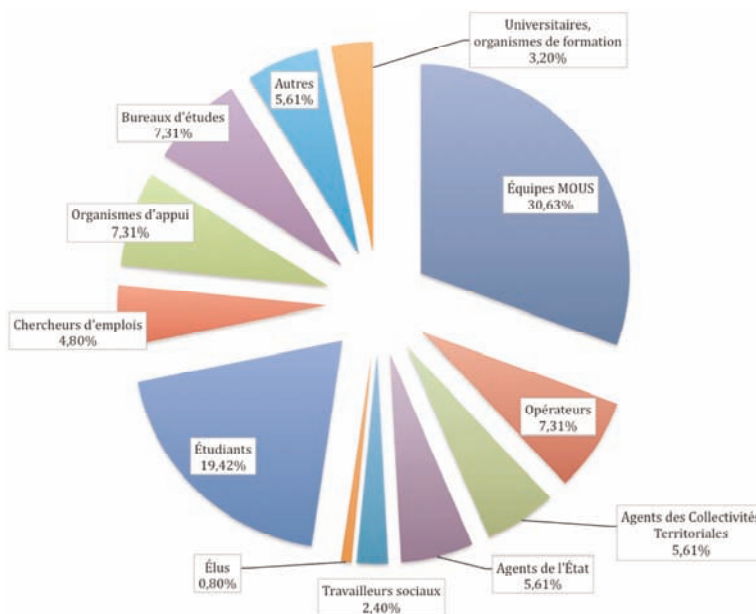
On note, depuis trois ans, un nombre important de demandes qui nécessitent une recherche approfondie d'information ou de documentation, soit à partir de documents présents dans le fonds, soit à l'extérieur (près de 24% des demandes).

Onze personnes ont été reçues en “entretien approfondi”. Il s'agit de personnes en repositionnement professionnel ; de nouveaux professionnels qui viennent échanger sur leur thématique de travail ou de professionnels qui recherchent des informations précises par rapport à leur projet.

La part des demandes qui sont réorientées vers d'autres structures est stable (environ 4,8%). Les demandes très thématiques sont renvoyées, si possible, vers un centre de documentation spécialisé dans cette thématique en Rhône-Alpes (ex : MRIE).

Les utilisateurs du service Info/Doc

Globalement, les demandes d'informations proviennent pour plus de la moitié des professionnels de la politique de la ville. Un cinquième des demandes émane des professionnels du conseil et de l'appui ; enfin, les étudiants et demandeurs d'emploi constituent le dernier quart.



Activité des personnes ayant consulté le service Info/Doc en 2010

- Une légère baisse du côté des professionnels opérateurs, qui restent les plus nombreux à recourir à ce service : 51,5% des usagers.

Le service Info/Doc a traité environ 65 demandes de leur part réparties comme suit :

- agents des collectivités locales : 5,6% (en nette baisse par rapport à 2009 : 12,7%)
- équipes Mous : 30,6% (en légère augmentation)
- agents de l'État : 5,6% (stable)
- travailleurs sociaux : 2,4% (stable)
- autres opérateurs – HLM, réseau insertion, appui associatif : 7,3% (stable).

- Une stabilité des sollicitations venant des professionnels intervenant en appui ou conseil, depuis 2009 : 17,8%

- organismes d'appui : 7,3% (en 2009, ils représentaient 13,9% des demandeurs)
- universitaires et organismes de formation : 3,2 % (contre 1,7 % en 2009)
- bureaux d'études : 7,3% (soit une hausse de 3 points par rapport à 2009).

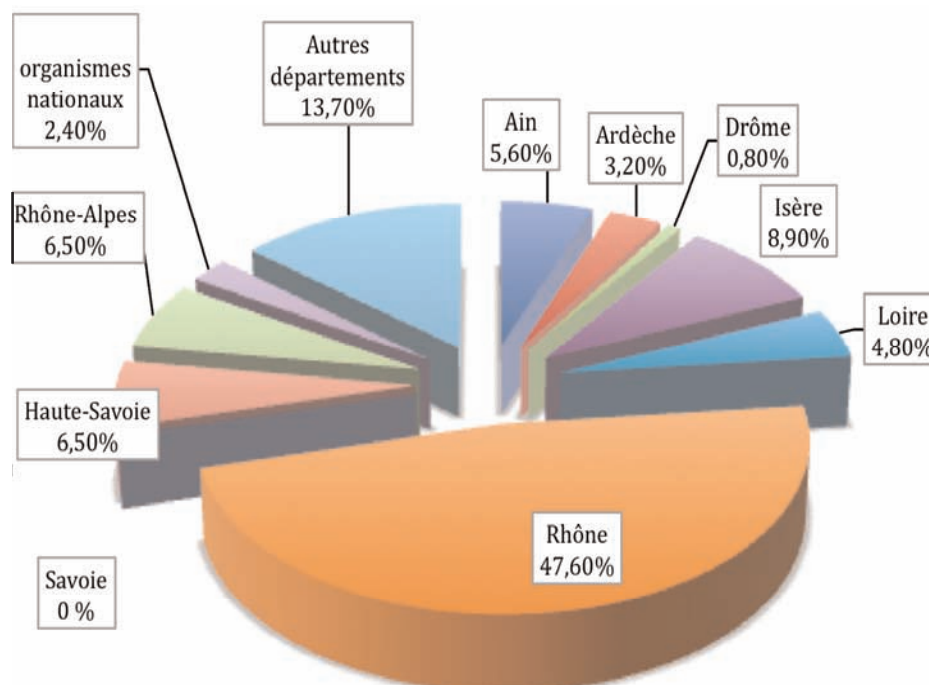
Les ressources documentaires du CR•DSU sont précieuses (ouvrages de recherche, méthodologie, capitalisation d'expériences) à leurs travaux, de même que la connaissance du réseau d'acteurs.

- Les demandes des étudiants sont en légère hausse par rapport à l'année 2009 : 19,4%. Ils représentaient 15,6% des usagers du service Info/Doc en 2009. Certains d'entre eux sont en stage auprès des équipes Mous ou des collectivités territoriales, ils sont dans ce cas les relais des professionnels.

- Une stabilité de la part prise par les chercheurs d'emploi avec 4,8% des demandes. Ce public s'adresse au service Info/Doc, soit pour avoir des informations précises sur un territoire ou un organisme, soit pour un conseil personnalisé sur leur positionnement professionnel, ou encore pour une connaissance plus approfondie du réseau d'acteurs ou des organismes de formation.

Le CR•DSU a accueilli et conseillé quelques personnes en repositionnement professionnel et dont les métiers d'origine pouvaient être très loin du développement social et urbain.

■ Origine géographique



Origine géographique des personnes ayant consulté Info/Doc en 2010

On peut observer que la part rhodanienne des acteurs sollicitant le service Info/Doc est, cette année encore, très importante comparé aux autres départements. Cela s'explique en partie par le nombre important de professionnels du DSU exerçant dans le département du Rhône et par le fait que bon nombre d'étudiants sont basés à Lyon.

À noter, comme chaque année, le nombre important de sollicitations du service Info/Doc par des personnes établies hors Rhône-Alpes.

2.2 Publications

La politique de publication du CR•DSU s'articule autour de trois supports, complémentaires les uns aux autres : la lettre d'information *Sites & Cités*, qui paraît tous les deux mois et présente des éléments d'actualités sur le développement social et urbain, des zooms sur des actions régionales et des ressources documentaires ; *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU*, publication thématique biannuelle prenant appui sur les groupes de travail animés par le CR•DSU ; et *les cahiers du Développement Social Urbain*, revue semestrielle permettant de rendre compte d'une problématique ou d'un thème en profondeur.

Sites & Cités

Sites & Cités présente des éléments d'actualité nationale et régionale sur le développement social et urbain, les projets en cours, les publications du CR•DSU et les actions de cohésion sociale et territoriale en Rhône-Alpes. Elle a un objectif de diffusion d'informations pratiques et s'inscrit dans notre logique d'animation de réseau ; elle privilégie notamment la prise de contact direct entre les professionnels et des personnes ressources. La lettre a été distribuée gratuitement en format papier et électronique à 1880 exemplaires, ainsi qu'aux personnes abonnées aux *cahiers du Développement Social Urbain*.



Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU

Cette publication a vocation à faire un retour sur les travaux conduits dans les groupes de travail des ateliers permanents. Il s'agit de restituer les constats, les questionnements, les propositions résultant d'une réflexion collective sur un thème ou une question donnée. *Les Échos des ateliers permanents du CR•DSU* sont tirés en moyenne à 1000 exemplaires et sont diffusés gratuitement par mail ou par courrier à plus de 1200 destinataires. Ils sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet. Pour l'année 2010, deux numéros ont été publiés :

●●● “Conduire un projet de développement social urbain. Éléments de méthode en débat”, n°6, juin 2010

En 2008 et 2009, le CR•DSU a proposé des espaces de débat, de réflexion et des travaux collectifs pour accompagner les équipes sur les outils et méthodes au service du projet de territoire. Ce 6ème numéro des *Échos* a vocation à rendre compte de ces travaux collectifs et se veut un outil méthodologique pour préparer l'avenir des démarches politiques de la ville. Le premier chapitre revient sur les principes de la méthodologie de projet. Le second s'intéresse à l'enjeu d'une observation locale. Le troisième est consacré aux outils de suivi et de bilan des programmes d'actions et des contrats. Et le dernier est destiné à éclairer la place stratégique de l'évaluation dans la redéfinition des projets de territoire.



●●● “De l'Atelier santé ville au Plan local de santé. Vers une consolidation des dynamiques territoriales en santé”, n°7, octobre 2010

Ce numéro est la synthèse du cycle de cinq ateliers d'échanges intitulé “Plan local de santé/ Contrat local de santé : comment contribuer à leur élaboration à partir de la démarche Atelier santé ville ?” organisé en partenariat avec la Fédération Rhône-Alpes d'éducation pour la santé (FRAES). Ces ateliers se sont déroulés de mars à juin 2010. Ce numéro vise à diffuser les échanges au-delà d'un cercle de spécialistes des questions de santé. Ayant une visée pédagogique, il poursuit trois ambitions : apporter des éléments d'éclairage sur la nouvelle organisation régionale en santé, aider au repérage des marges de progrès de la démarche Atelier santé ville, apporter des éléments méthodologiques aux développeurs territoriaux soucieux de consolider les dynamiques territoriales en santé par la définition de plans locaux de santé. Des présentations d'expériences illustrent les propos et analyses développés tout au long de ce dossier.



■ Les cahiers du Développement Social Urbain

Les cahiers du Développement Social Urbain est une revue spécialisée, monothématique, consacrée à la politique de la ville et à l'approche transversale des questions de développement social et urbain. Il s'agit d'un support de capitalisation qui deux fois par an fait état des analyses et des pratiques sur un thème donné en Rhône-Alpes. *Les cahiers du Développement Social Urbain* permettent de croiser les regards des chercheurs, praticiens, élus, représentants du monde associatif.

●●● Refonte des cahiers du Développement Social Urbain

Le CR•DSU a engagé en 2009 une réflexion de fond visant à préparer la refonte des *cahiers*. Le travail de réflexion s'est poursuivi en 2010 avec deux objectifs : la définition d'une nouvelle stratégie de diffusion et de communication et la réalisation d'une nouvelle maquette, davantage adaptée aux besoins du lectorat d'aujourd'hui. Devant la difficulté d'assurer tout à la fois le suivi de ce chantier et la préparation d'un numéro "nouvelle formule", il a été décidé de ne publier qu'un numéro en 2010

●●● "La prévention de la délinquance et la politique de la ville : nouvelle étape ou changement de cap ?", n°52, deuxième semestre 2010

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de Gilbert Berlioz, sociologue, consultant, spécialiste des politiques sociales, et fait suite à la journée régionale du 1er avril 2010.

La politique de prévention de la délinquance et la politique de la ville ont toujours eu partie liée. Mais qu'en est-il, aujourd'hui, des relations entre politique de la ville et prévention de la délinquance ? Sommes-nous passés à une nouvelle étape d'un processus démarré voilà trente ans ou assistons-nous à un changement de cap ? Tel est le fil rouge de ce numéro qui, après une première partie présentant le contexte général dans lequel prend place la politique de prévention de la délinquance, consacre la seconde partie à la question des émeutes urbaines en partant des événements de Grenoble de juillet 2010. La troisième partie propose, à partir d'une analyse des changements à l'oeuvre en matière législative, de donner à voir la manière dont ils ont été perçus et pris en compte sur le terrain, que ce soit du côté de la justice, de l'école, de la prévention spécialisée, et bien sûr des villes. La conclusion est une invitation à décentrer son regard à partir d'expériences internationales.

■ Relevés d'expériences

La réalisation de relevés d'expériences, via la rédaction de fiches d'expériences, participe au travail de capitalisation des initiatives de terrain. Chacune des fiches, réalisées par le CR•DSU, permet de dégager les principaux enseignements d'une initiative de terrain, d'aller à l'essentiel, de réfléchir sur la pratique.



En 2010, 4 fiches d'expériences ont été rédigées dans le cadre des *cahiers du Développement Social Urbain* n°52.

2.3 Site Internet

Les objectifs du site du CR•DSU sont multiples : valoriser le travail du CR•DSU en diffusant les informations produites ou collectées, fournir de l'information sur les actualités rhônalpines et nationales, être un espace de ressource pour le réseau, favoriser la mise en réseau entre les professionnels et avec les autres centres ressources politique de la ville. Le public que le site a voulu cibler, en premier lieu, est constitué par les acteurs de la politique de la ville en Rhône-Alpes, qu'ils soient professionnels, techniciens, élus ou institutionnels. Aujourd'hui, ce public s'est élargi avec des visiteurs de tous horizons géographiques et professionnels.



••• Une mise à jour hebdomadaire des rubriques d'actualités

La rubrique “Infos régionales et nationales” avec les actualités nationales, textes et rapports officiels et appels à projets particulièrement nombreux en 2010, les agendas nationaux et régionaux qui ont ponctué 2010.

La mise en ligne d'environ 90 offres d'emploi, dans la rubrique “Offres d'emploi”.

••• Une alimentation régulière des rubriques liées aux activités du CR•DSU

La rubrique “Rencontres du CR•DSU”, avec la mise en ligne des comptes-rendus et synthèses des rencontres organisées par le CR•DSU en 2010.

La rubrique “Publications du CR•DSU” :

- La mise en ligne des 2 numéros des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU* parus en 2010.
- Les 6 numéros de *Sites & Cités* parus en 2010 sont en téléchargement.

La rubrique “Expériences” :

- 45 nouvelles expériences rhônalpines extraites de la lettre *Sites & Cités* et des comptes-rendus des réunions du Collectif santé.

La rubrique “Dossiers thématiques” :

- La création d'un sous-dossier thématique faisant le point sur la “Situation de la lutte contre les discriminations en Rhône-Alpes”.
- La refonte du dossier thématique “Santé, précarité et Ateliers santé ville” avec la mise en ligne de nombreux documents.
- L'enrichissement du sous-dossier “Le Collectif santé en Rhône-Alpes”.
- Une mise à jour régulière des autres dossiers avec de nouveaux éléments d'actualité et de nouveaux documents de référence.

Les dossiers thématiques du site permettent aux professionnels d'avoir une base documentaire sur un sujet donné. Ils regroupent notamment des supports d'interventions présentés lors des rencontres organisées par le CR•DSU.

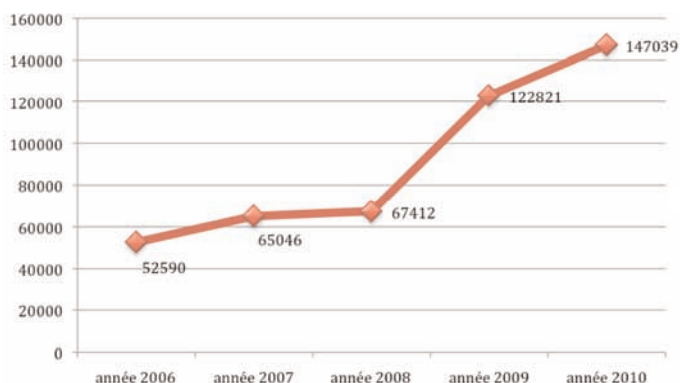
••• Une alimentation mensuelle des rubriques “Politique de la ville en Rhône-Alpes”, “Les liens du CR•DSU” et “À lire !”.

Le nombre de visites annuelles du site Internet du CR•DSU est en constante augmentation depuis sa refonte début 2009.

Après avoir quasiment doublée entre 2008 et 2009, moment de la mise en ligne de la nouvelle version, la fréquentation du site a augmenté d'environ 20% cette année. Il a reçu 147 039 visites en 2010 contre 122 821 pour l'année 2009. Il reçoit aujourd'hui en moyenne 12 250 visites par mois.

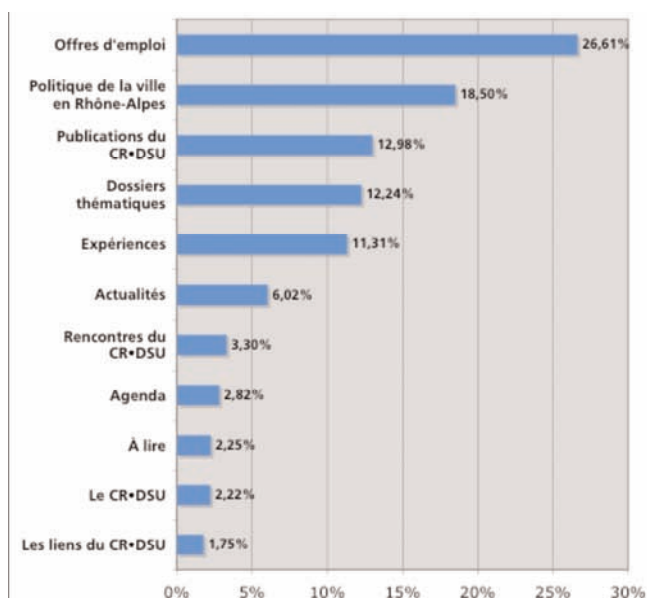
Le site est consulté en moyenne par 5800 personnes différentes, chaque mois. Ce chiffre n'a pas bougé depuis l'an dernier, ce qui signifie que les utilisateurs du site reviennent plus souvent dans le mois.

84% des visiteurs connaissent bien le site du CR•DSU car ils y accèdent par son adresse directe, et non à l'aide d'un moteur de recherche.



La rubrique "Emploi offres" est toujours la plus consultée, avec environ 8380 visites par mois.

Les rubriques "Politique de la ville en Rhône-Alpes" (5830 visites mensuelles en moyenne en 2010), "Publications du CR•DSU" (4090 visites), "Dossiers thématiques" (3855 visites), et "Expériences" (3560 visites) sont très fréquentées aussi.



Moyenne de la fréquentation des rubriques du site Internet du CR•DSU en 2010

Les pages les plus visitées en 2010 :

- la page d'accueil de la rubrique Offres d'emploi avec près de 61 300 consultations (sachant que la page d'accueil générale du site du CR•DSU a reçu 40 800 visites)
- la page d'accueil de la rubrique Expériences avec 3870 consultations

- la page “Programme de réussite éducative”, dans la rubrique Politique de la ville en Rhône-Alpes, avec 3860 consultations
- la page d’accueil de la rubrique “Dossiers thématiques” a reçu 3855 visites
- la page d’accueil des *Cahiers du DSU* a reçu 2800 visites

■ La Newsletter du CR•DSU

La Newsletter du CR•DSU, dans sa forme renouvelée, est envoyée une fois par mois, par courrier électronique, aux membres des équipes MOUS, aux adhérents et partenaires du CR•DSU et aux personnes qui se sont inscrites directement depuis la page d’accueil du site.

Elle alerte ces personnes des nouvelles informations mises en ligne, au cours du mois passé. Elle connaît elle aussi un vif succès, avec une quinzaine de nouveaux inscrits par mois, depuis sa mise en place. Ainsi, 982 personnes ont reçu la Newsletter du site du mois de décembre 2010.





Fonctionnement des instances associatives

Créée en 1993, l'association est gérée par un conseil d'administration composé d'élus, de professionnels, de personnes qualifiées. Il comprend des personnes morales (collectivités territoriales, associations régionales ou locales) et des personnes physiques (professionnels du développement social et urbain).

Le fonctionnement de l'association est assuré par le soutien de plusieurs partenaires :

- État
- Conseil régional
- Conseil général de l'Isère
- Grand Lyon (agglomération lyonnaise)
- La Métro (agglomération grenobloise)
- Caf de Lyon

Une trentaine de collectivités territoriales, communes ou agglomérations, adhèrent au CR•DSU et soutiennent ainsi son fonctionnement. Des associations tête de réseau, organismes de recherche et d'études adhèrent également.

3.1 Les membres du conseil d'administration

Les administrateurs sont élus soit à titre personnel (leur nom figure avant leur institution de référence), soit au titre de leur institution (le nom de l'institution apparaît en premier).

■ Membres élus

- Louis LÉVÊQUE, Président, Adjoint au logement et à la politique de la ville, ville de Lyon
- Jean-Philippe MOTTE, Conseiller communautaire en charge du logement et des gens du voyage à Grenoble Alpes Métropole, conseiller municipal en charge de la politique de la ville à Grenoble
- Givors (69), Christian RÉALE, Maire-adjoint en charge de la politique de la ville et citoyenneté
- Annemasse Agglo (74), Nathalie MAGNIN, Maire-adjointe en charge de la politique de la ville et du développement durable à Gaillard, déléguée par l'agglomération
- Saint-Étienne Métropole (42), Marie-Odile SASSO, Vice-Présidente en charge de l'insertion, l'emploi et la politique de la ville
- Romans-sur-Isère (26), Cléo DELON, Maire-adjointe déléguée à la tranquillité publique et à la cohésion sociale
- Chambéry Métropole (73), Houria HEDLI, Vice-présidente chargée du renouvellement urbain
- Oyonnax (01), Maryse HUGON, Maire-adjointe en charge du social et de la politique de la ville
- Pierre SUCHET, Chef de service DSU, Grand Lyon
- Jean-Charles AMIRANTE, Directeur général adjoint, ville d'Échirolles
- Sébastien DENJEAN, Directeur général adjoint, Annemasse Agglo
- Alice CONTE-JANSEN, Chef de projet aménagement urbain
- Louisa SLIMANI, Directrice générale adjointe, ville d'Echirolles
- Isabelle MIROGLIO, Chef de projet politique de la ville, direction des politiques urbaines, Grenoble Alpes Métropole
- Pierre-Yves PRIGENT, Chef de projet politique de la ville, ville d'Oyonnax
- Chambéry Métropole, Patrick LEBLANC, Chargé de développement du Cucs
- Saint-Étienne Métropole, Michel PEISEY, Chargé de mission politique de la ville
- Réseau DSU Rhône-Alpes – Auvergne, Olivier PIPARD, Président
- Décines, Josiane CLERMIDY, Chargée de mission prévention de la délinquance
- ARRA HLM (Association régionale Rhône-Alpes des HLM), Aïcha MOUHADDAB, Directrice
- AUDAL (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Nicole FRENAY-PONTON, Directrice d'études
- Union régionale des centres sociaux, Philippe VILLEVAL, Délégué départemental
- Association Robins des villes, Fabien BRESSAN, Directeur
- Union des PIMMS, Gilles REYDELLET, Directeur
- Fatiha BELMESSOUS, Chercheur

■ Membres de droit

- Maurice CHARRIER, Vice-président du Grand Lyon en charge de la politique de la ville
- Nicolas LUCIANI, Chargé de mission politique de la ville, CAF de Lyon

■ Composition du Bureau

- Louis LÉVÊQUE, Président
- Pierre SUCHET,
- Jean-Charles AMIRANTE, Trésorier
- Sébastien DENJEAN
- Josiane CLERMIDY, Secrétaire

3.2 Activité des instances associatives

L'Assemblée Générale s'est tenue le 6 avril 2010 et a été l'occasion de renouveler le mandat de quatre administrateurs, d'en élire un nouveau et de prendre acte de la démission d'un membre ; ce qui laisse à 25 le nombre de membres élus du conseil d'administration, plus deux membres de droit.

À la suite de l'Assemblée Générale, un débat a été organisé autour d'une conférence de Jacques Donzelot (sociologue, maître de conférences en science politique à l'université de Paris X Nanterre) qui nous a livré une analyse critique, parfois teintée d'ironie, de la politique de la ville du point de vue de la citoyenneté urbaine.

Le conseil d'administration s'est réuni à 5 reprises au cours de l'année 2010, avec une présence de 13 administrateurs en moyenne par réunion. Parmi les sujets abordés en conseil d'administration, nous retiendrons les thèmes suivants :

- État de bilan financier et budget prévisionnel
- Préparation de l'Assemblée Générale
- Chantier de refonte des *Cahiers du DSU*
- Réexamen de la politique d'adhésion
- Débat autour de l'actualité nationale : installation du Conseil national des villes, expérimentation sur la mobilisation du droit commun, prolongation des Contrats urbains de cohésion sociale
- Débat sur les événements de la Villeneuve à Grenoble en juillet 2010 et sur ceux du centre-ville de Lyon en octobre 2010
- Programme de travail 2011

Le Bureau est constitué de 5 administrateurs. Il s'agit d'un lieu d'échanges privilégié entre la direction et les administrateurs. Le Bureau a été reconduit dans sa composition existante et s'est réuni à six reprises au cours de l'année. Afin de suivre au plus près l'activité du CR•DSU, le Bureau se consacre à l'examen régulier des dossiers courants et de l'actualité nationale et régionale.

3.3 La politique d'adhésion revisitée

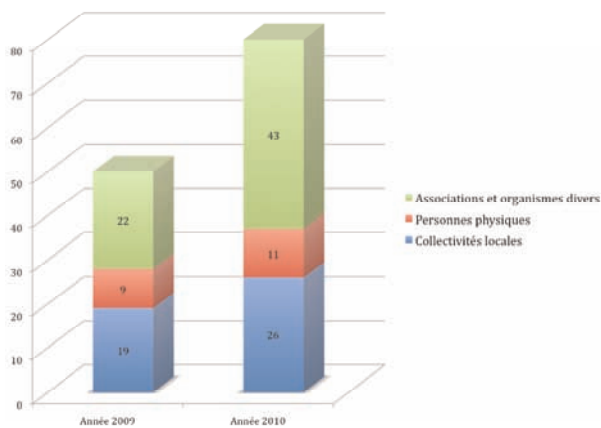
À l'occasion du chantier de refonte des *Cahiers du DSU*, le conseil d'administration a souhaité relier la politique d'adhésion à l'association et la politique de diffusion des *Cahiers*. Lors de la réunion du conseil d'administration du 21 mai 2010, les décisions suivantes ont été actées :

- Coupler l'adhésion et l'accès gratuit à l'ensemble des services du CR•DSU (publications, journées, cycles, centre de documentation).
- L'adhésion d'une intercommunalité entraîne l'adhésion automatique de toutes les communes faisant partie de cette intercommunalité : les élus et personnels de ces communes peuvent par conséquent bénéficier des services du CR•DSU.
- L'envoi des publications dans les collectivités doit être revu à la baisse, correspondre la réalité du lectorat et être fonction de la taille de la collectivité.

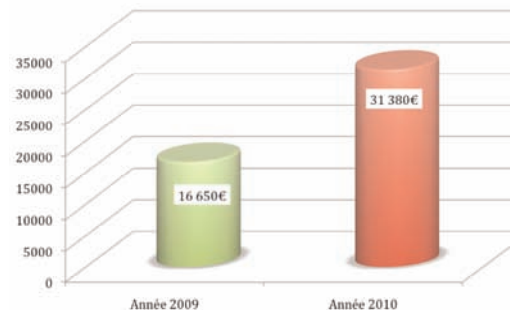
- Le site Internet et la consultation au centre de documentation restent gratuits pour tous.
- Les non adhérents auront accès aux services du CR•DSU en payant ledit service : un abonnement aux *Cahiers* à hauteur de 30 euros par an, une participation symbolique aux journées.

Par cette politique d'adhésion, le CR•DSU espère réunir davantage d'adhérents autour des enjeux du développement social et urbain. Ce tournant pris courant 2010 vient de fait confirmer une tendance qui s'était déjà dessinée en début d'année. En effet, dès le mois de février 2010, une campagne d'adhésion particulièrement dynamique a permis de faire passer le nombre d'adhérents de 50 à 80, toutes catégories confondues ; ce qui a fait progresser le montant des cotisations de 16 650 euros en 2009 à 27 810 euros en 2010, la hausse la plus importante étant enregistrée du côté des collectivités locales.

Évolution du nombre d'adhérents entre 2009 et 2010



Évolution des cotisations d'adhésion entre 2009 et 2010



3.4 Équipe technique

L'équipe du centre de ressources est composée de 7 personnes :

Directrice : Isabelle CHENEVEZ

Directrice adjointe : Frédérique BOURGEOIS

Chargées de mission : Aude LEGUBE (référente sur l'éducation, la santé, la lutte contre les discriminations et la gestion sociale et urbaine de proximité, en congé maternité de juillet à décembre 2010), Aude TALLARON (référente sur le pilotage et l'évaluation des Cucs, le développement durable et la participation des habitants, a quitté la structure en août 2010), Marion POLLIER (référente sur la prévention de la délinquance et les PUI, en contrat de professionnalisation depuis septembre 2010)

Documentation, information, communication : Muriel SALORT

Assistante de direction : Murielle COUSTON (en remplacement de Florence NALLET, en congé individuel de formation depuis octobre 2009, puis en congé maternité depuis juillet 2010)

CONCLUSION : AXES DE TRAVAIL 2011 DU CR•DSU

	Thèmes	Type d'activités
Veille prospective sur les territoires et accompagnement des acteurs	Le devenir des territoires rhônalpins	Séminaire de travail régional
	Accompagnement méthodologique des territoires	Appui et accompagnement des acteurs
	Spécificité des villes petites et moyennes	Enquête de terrain, capitalisation dans les cahiers du Développement Social Urbain
	Participation et expression des habitants	Recueil de paroles d'habitants, production écrite
	Dynamique d'animation des ASV	Animation du collectif santé, organisation d'une rencontre régionale
	Lutte contre les discriminations	Veille sur les plans de lutte territoriaux et la LCD dans le champ de la santé
Développement durable et politique de la ville	Projets de renouvellement urbain et développement durable	Atelier permanent d'échanges, capitalisation dans les cahiers du Développement Social Urbain
	Précarité énergétique	Cycle de qualification
	Agendas locaux 21 et développement durable	Rencontre entre professionnels
	GSUP et cadre de vie	Atelier permanent d'échanges
Politiques éducatives et politiques de jeunesse	Les enjeux sociaux du développement durable	Journée régionale
	Jeunesse des quartiers, des clés de lecture	Cycle de qualification
	Le décrochage scolaire	Cycle de qualification
	Les articulations entre politique de la ville et éducation prioritaire	Appui à l'organisation des assises locales de l'éducation de Fontaine, mars 2011
Politiques européennes des villes et cohésion sociale	Zoom sur l'actualité de la réussite éducative	Participation au comité de pilotage des 5èmes rencontres nationales de la réussite éducative à Lyon, mai 2011
	PUI en Rhône-Alpes	Animation régionale
	Forum national des PUI, mai 2011, Lyon	Soutien à l'organisation
	Démarche inter-régionale PUI	Suivi en continu
	Europe et urbain, l'urbain dans la politique de cohésion	Journée régionale, sensibilisation



Annexes

Rencontres et ateliers, conférence, hors projets spécifiques

599 participants pour l'année 2010

Activité du participant	TOTAL	Pourcentage
Équipes MOUS	234	39,1
Agents des collectivités territoriales	150	25
Travailleurs sociaux	45	7,5
Opérateurs	42	7
Agents de l'état	37	6,2
Organismes d'appui	26	4,3
Autres, dont associations d'habitants	20	3,3
Élus	19	3,2
Étudiants	16	2,7
Bureaux d'études	10	1,7
Universitaires, organismes de formation	0	0
Chercheurs d'emplois	0	0

Origine professionnelle / employeurs	TOTAL	Pourcentage
Collectivités territoriales	424	70,8
Associations	67	11,2
État	40	6,7
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	32	5,3
HLM	16	2,7
Sociétés	10	1,7
Autres, dont étudiants et chercheurs d'emplois	6	1
Conseils généraux	4	0,7

Origine géographique	TOTAL	Pourcentage
Ain	30	5
Ardèche	12	2
Drôme	15	2,5
Isère	134	22,4
Loire	48	8
Rhône	226	37,7
Savoie	39	6,5
Haute-Savoie	44	7,3
Rhône-Alpes	42	7
National RA	0	0
National	2	0,3
Autres	7	1,2

Projets spécifiques - 239 participants pour l'année 2010

Animation inter régionale des Projets Urbains Intégrés	166 participants
Intervention auprès d'étudiants et de stagiaires de la formation continue	73 participants

Demandes Info/doc 124 demandes en 2010

Activité du demandeur	TOTAL	Pourcentage
Équipes MOUS	38	30,6
Étudiants	24	19,4
Organismes d'appui	9	7,3
Opérateurs	9	7,3
Bureaux d'études	9	7,3
Autres	7	5,6
Agents des collectivités territoriales	7	5,6
Agents de l'État	7	5,6
Chercheurs d'emplois	6	4,8
Universitaires, organismes de formation	4	3,2
Travailleurs sociaux	3	2,4
Élus	1	0,8

Origine professionnelle / employeurs	TOTAL	Pourcentage
Collectivités territoriales	47	37,9
Associations	26	21
Autres	24	19,4
Sociétés	12	9,7
État	10	8,1
Établissements publics, GIP, organismes sociaux	3	2,4
Conseils généraux	2	1,6
HLM	0	0

Origine géographique	TOTAL	Pourcentage
Ain	7	5,6
Ardèche	4	3,2
Drôme	1	0,8
Isère	11	8,9
Loire	6	4,8
Rhône	59	47,6
Savoie	0	0
Haute-Savoie	8	6,5
Rhône-Alpes	8	6,5
National	3	2,4
Autres	17	13,7

Évolution de la fréquentation du site Internet entre 2006 et 2010

Nombre de visites par an	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
	52 590 visites	65 046 visites	67 412 visites	122 821 visites	147 039 visites

Évolution des participants aux rencontres et ateliers entre 2007 et 2010

Activité des participants	Année 2007 : 441 participants		Année 2008 : 773 participants		Année 2009 : 746 participants		Année 2010 : 599 participants	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	158	35,8	196	25,3	271	36,3	234	39,1
Agents des collectivités territoriales	97	22	170	22	147	19,7	150	25
Agents de l'État	27	6,1	51	6,6	55	7,4	37	6,2
Organismes d'appui	38	8,6	48	6,2	44	5,9	26	4,3
Travailleurs sociaux, animateurs	17	3,9	88	11,4	45	6	45	7,5
Bureaux d'études / universitaires	16	3,6	11	1,4	23	3,1	10	1,7
Opérateurs (dont HLM)	55	12,5	138	17,9	87	11,7	42	7
Autres	9	2	17	2,2	6	0,8	19	3,1
Étudiants	14	3,2	9	1,2	8	1,1	16	2,7
Élus	6	1,4	30	3,9	50	6,7	19	3,2
Associations d'habitants	2	0,4	8	1	9	1,2	1	0,2
Organismes de formation/formateurs	2	0,5	7	0,9	1	0,1	0	0

Évolution des demandes Info/Doc entre 2007 et 2010

Activité des participants	Année 2007 : 172 demandes		Année 2008 : 98 demandes		Année 2009 : 173 demandes		Année 2010 : 124 demandes	
	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%	TOTAL	%
Équipes MOUS	28	16,3	24	24,5	50	28,9	38	30,6
Étudiants	21	12,2	15	15,3	27	15,6	24	19,4
Organismes d'appui	32	18,6	17	17,3	24	13,9	9	7,3
Opérateurs (HLM, logement, insertion...)	9	5,2	5	5,1	13	7,5	9	7,3
Bureaux d'études	10	5,8	7	7,1	7	4	9	7,3
Autres, associations d'habitants, élus	5	2,9	3	3,1	6	3,5	8	6,4
Agents des collectivités territoriales	38	22,1	17	17,3	22	12,7	7	5,6
Agents de l'État	12	7	2	2	8	4,6	7	5,6
Chercheurs d'emplois	9	5,2	3	3,1	9	5,2	6	4,8
Organismes de formation, universitaires	4	2,3	3	3,1	3	1,73	4	3,2
Travailleurs sociaux	4	2,3	2	2	4	2,3	3	2,4



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE REGION RHÔNE-ALPES

Rhône-Alpes

GRAND LYON
communauté urbaine

l'acse

l'agence nationale pour
la cohésion sociale
et l'égalité des chances



GRENOBLE • ALPES
MÉTROPOLIS



ALLOCATIONS
FAMILIALES
CAF DE LYON

isère
Conseil Général

Plus proche de vous!

l'Europe
s'engage
en Rhône-Alpes
avec le FEDER